SciencesPo
CEVIPOF

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

CEVIPOF|2017|ELECTIONS

LA NOTE / #27 / vague 8

Novembre 2016

LES ÉLECTEURS « INFILTRÉS » PEUVENT-ILS MENACER LE RÉSULTAT DE LA PRIMAIRE ?

Au cœur de la campagne pour l'élection primaire de la droite et du centre, l'intention de participation de citoyens venant de bords politiques différents de celui de la droite (au sens large) créé une situation inédite et oblige à comprendre l'ampleur du phénomène et à saisir les motivations de cet électorat « contre-nature ».
Au total, plus d'un électeur sur cinq susceptible de prendre part à cette primaire n'appartient ni aux Républicains, ni au centre. Fort de cette anomalie partisane, le politiste se doit de s'interroger sur la réalité et la nature d'un tel phénomène. Ces électeurs que l'on qualifiera d' « infiltrés » existent-ils ? Quelles sont leurs motivations ? Seront-ils décisifs au soir du 1er tour de l'élection primaire ?

Méthodologie : Les résultats reposent sur la vague 7 de l'Enquête électorale française réalisée entre le 14 et le 19 octobre 2016 auprès de 17 047 personnes interrogées selon la méthode des quotas et sur la vague 8 de cette même enquête qui a été réalisée entre le 08 et le 13 novembre 2016 auprès de 18 200 personnes inscrites sur les listes électorales, consultant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Martial Foucault

En validant, en mai 2015, les statuts du nouveau parti Les Républicains, ses responsables ont entériné le principe de l'organisation d'une élection primaire ouverte à droite et au centre. Rétrospectivement, ses inspirateurs ont de toute évidence sous-estimé un phénomène aujourd'hui confirmé par plusieurs enquêtes d'opinion publique : la mobilisation des électeurs de gauche et du Front national pour participer à ce scrutin.

Dans l'Enquête électorale française du CEVIPOF qui étudie depuis novembre 2015 les mouvements d'opinion de plusieurs milliers de Français, il ressort qu'un noyau dur de 10% des participants à la primaire (sur un total de 1200 personnes certaines d'aller voter) se déclarent proches d'un parti de gauche et 12% affichent une proximité partisane avec le Front national. Au total, un électeur sur cinq susceptible de prendre part à cette primaire n'appartient ni aux Républicains, ni au centre. Est-ce une surprise ? Est-ce un phénomène d'une ampleur inégalée ? N'est-on pas en train de construire un phénomène politique, simple construction d'une opinion publique inexistante comme l'aurait dit Pierre Bourdieu ? Observer, mesurer et quantifier un comportement politique inédit est au cœur de l'analyse électorale. En expliquer les ressorts et les logiques, c'est le travail attendu du politologue. Ainsi, lorsque des enquêtes d'opinion publique s'accumulent et confirment l'émergence d'un groupe d'électeurs, « naturellement » ou « conjoncturellement » éloignés du noyau dur des Républicains, on est bien dans une démarche

scientifique visant à saisir l'existence même de tels infiltrés et d'en étudier le vote. « Infiltrés » car ils correspondent à des citoyens-électeurs qui, par leur positionnement politique et idéologique ont choisi de s'inviter au processus de sélection du candidat de droite en acceptant les termes de participation (adhésion aux « valeurs républicaines de la droite et du centre » et engagement « pour l'alternance afin de réussir le redressement de la France »).

Il est évident que circonscrire ce phénomène à l'aide d'enquêtes d'opinion publique, malgré un échantillon représentatif, recèle plusieurs limites qu'il convient ici de rappeler et il est d'autre part nécessaire de montrer comment elles peuvent être dépassées. Par exemple, le caractère déclaratif de la réponse de la personne interrogée implique de vérifier si les mêmes répondants ont au fil des mois maintenu une position cohérente. Le tableau 1 illustre une réelle stabilité depuis le mois de mars 2016 d'un nombre identique d'électeurs de gauche mobilisés pour la primaire. L'électorat proche d'un parti de gauche constitue environ 10% de la composition du corps électoral de ces primaires, contre environ 80% pour la droite et le centre, et 10% pour le Front national. Toutefois, la permanence de cette mobilisation ne garantit nullement que les électeurs de gauche se rendront réellement le 20 novembre dans l'un des 10 228 bureaux de vote pour exprimer une préférence pour un candidat de droite. Il est une chose de déclarer une intention de participation en répondant à un questionnaire en ligne, il en est une autre de se rendre physiquement dans un bureau de vote et d'y croiser un entourage de sympathisants ou militants de droite. La faible densité des bureaux de vote (1 bureau de vote pour 4 400 électeurs) réduit le caractère anonyme de l'acte de vote et augmente implicitement le coût social d'un affichage politique partisan. D'une certaine manière, on comprend mieux le refus par Nicolas Sarkozy de généraliser le vote électronique pour cette élection car il aurait pleinement consacré l'anonymat du vote et certainement encouragé une participation plus large et moins partisane.

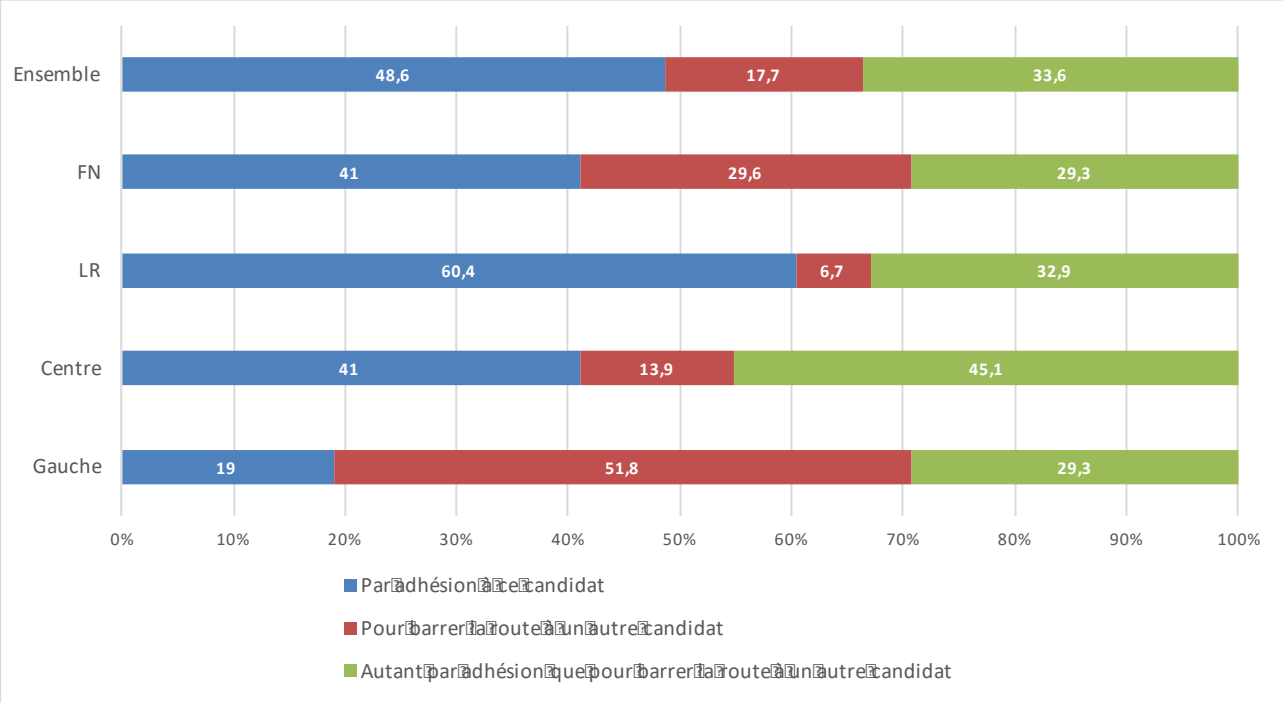
Tableau 1 : Stabilité des électorats à la primaire (1er tour)
Source : Enquête électorale française 2017, vagues 3 à 8

Votants	mars-16	mai-16	juin-16	sept. 2016	oct. 2016	nov. 2016
Gauche	13,1%	10,0%	10,8%	11,4%	10,8%	10,1%
Droite	76,0%	81,2%	76,3%	78,9%	79,3%	77,7%
Front national	10,8%	8,9%	12,9%	9,7%	9,9%	12,2%
Nombre de répondants certains d'aller voter	(1 097)	(993)	(1 234)	(1 103)	(1 142)	(1 147)

I – Le vote des « infiltrés » à la primaire

Par définition, une primaire ouverte rend possible une forte mobilisation de l'ensemble des citoyens inscrits sur liste électorale, soit un vivier de 44 millions de personnes. Rappelons que, si les électeurs de gauche représentent 10% des personnes déclarant être certaines d'aller voter le 20 novembre prochain, ils ne représentent que 3% de l'ensemble des Français sympathisants de gauche. Autrement dit, c'est bien 3 Français sur 100, aujourd'hui sympathisants d'un parti de gauche, qui souhaitent participer au vote du premier tour. Fait intéressant, ils se singularisent par un vote massif (70%) sur la candidature d'Alain Juppé contre 4% sur celle de Nicolas Sarkozy. Le rapport de forces est inversé pour les infiltrés du FN qui préfèrent l'ancien président de la République (34%) à Alain Juppé (25%), puis Bruno Le Maire (17%). Le plébiscite pour le maire de Bordeaux soulève une question cruciale : s'agit-il d'un vote d'adhésion ou un vote stratège ? Notre enquête montre clairement qu'une majorité des électeurs de gauche (52%) choisissent avant tout Alain Juppé pour faire barrage à un autre candidat. La logique qui sous-tend une telle démarche revient finalement à éviter pour un électeur de gauche à devoir choisir entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen lors du second tour de l'élection présidentielle. Par ce choix, l'électeur de gauche anticipe d'office l'absence d'un candidat de gauche crédible au premier tour pour éviter une telle issue.

Figure 1 : Motivations du vote à la primaire de la droite et du centre, selon la proximité partisane
Source : Enquête électorale française 2017, vague 8



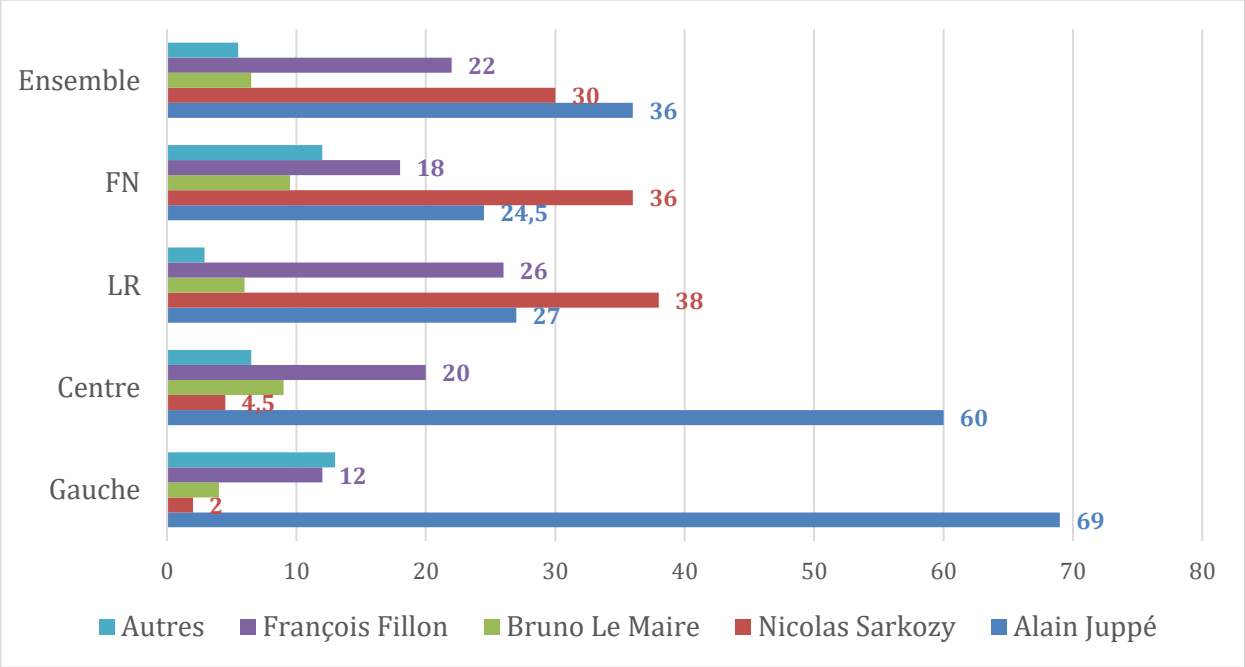
Mais il ne s'agit pas seulement d'un acte d'instrumentalisation organisationnel offert par les primaires. En effet, parmi 100 électeurs infiltrés de gauche, 70% d'entre eux soutiennent Alain Juppé et 33% envisagent de voter pour ce même candidat au premier tour de l'élection présidentielle. Au-delà d'un vote stratège particulièrement sophistiqué, il existe bel et bien une forme d'adhésion d'électeurs de gauche déçus par le quinquennat de François Hollande. Sans doute un tel phénomène n'aurait-il pas pris cette ampleur si une partie de l'électorat de gauche conservait l'espoir qu'une figure rassembleuse et conforme à un certain idéal de gauche puisse les représenter au premier tour de la présidentielle. Et c'est en ce sens que la séquence des primaires à droite prend un tour décisif car elle fixe les règles de la compétition électorale et influence les ambitions des « présidentiables » à gauche. N'oublions pas que la démarche stratégique d'un électeur de gauche infiltré consisterait plutôt à voter Nicolas Sarkozy pour augmenter les chances de qualification au second tour d'un candidat de gauche (François Hollande par exemple) en capitalisant sur le rejet de la personne de Nicolas Sarkozy.
Bien que minoritaires parmi les participants à la primaire, les électeurs infiltrés de gauche expriment autant le désarroi face à leur propre famille politique que l'acceptation par défaut d'un candidat qui ne leur ressemble pas sur le terrain des idées politiques mais qui leur permet d'empêcher le retour de l'ancien président de la République.

II – Quel est le profil politique des électeurs infiltrés ?

De toute évidence, les participants à la primaire ouverte ont certes un profil socio-démographique éloigné des caractéristiques de la population française en ce sens qu'ils sont en moyenne plus âgés, plus éduqués, plus fortunés, disposant d'un patrimoine substantiel et globalement très intéressés par la politique. Ce qui est plus difficile à saisir concerne l'adéquation ou la cohérence (si cette dernière doit être recherchée) de leur mobilisation avec leur choix de vote.
La figure 2 offre un aperçu de leurs préférences politiques au premier tour. Une véritable césure s'opère entre les gains considérables obtenus par Alain Juppé par l'électorat de gauche (69%) et

celui du centre (60% d'intentions de vote). A l'opposé, Nicolas Sarkozy construit son assise électorale sur le soutien des seuls sympathisants Les Républicains (38,5%) et du Front national (36%). De tels résultats masquent au fond le poids de chaque électorat que nous pourrions résumer ainsi.

Figure 2 : Intentions de vote à la primaire (novembre 2016) selon la proximité partisane
Source : Enquête électorale française 2017, vague 8



Sur une hypothèse de 6% de participants du corps électoral français (soit environ 2,5 millions de personnes), Alain Juppé parviendrait à mobiliser environ 170 000 électeurs de gauche (69% d'intentions de vote sur une base de 10% d'électeurs certains d'aller voter), 180 000 électeurs du centre (60% d'intentions de vote sur une base de 12% d'électeurs certains d'aller voter) et 460 000 électeurs Les Républicains. À l'inverse, Nicolas Sarkozy attirerait 100 000 électeurs du Front national et 560 000 électeurs de son parti. L'écart observé entre les deux candidats au sein de l'électorat Les Républicains se réduit depuis la progression fulgurante au mois de novembre de François Fillon.
Pour comprendre l'ampleur de la progression de l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, le tableau 2 présente les gains et les pertes de chaque candidat en fonction de la proximité partisane des électeurs certains d'aller voter.

Tableau 2 : Différentiel d'intentions de vote (en points de %) entre oct. et nov. 2016
Source : Enquête électorale française 2017, vagues 7 et 8

Candidats (nov. 2016)	Gauche	Centre	LR	FN	Ensemble
Alain Juppé (36%)	-2	-7,5	-6	-0,3	-5
Nicolas Sarkozy (29%)	-2	+2,2	-2	+2,4	0
Bruno Le Maire (7%)	-2	-2,7	-3,8	-8	-4,5
François Fillon (22%)	+8	+7,2	+11,7	+7,1	+10
Autres (6%)	-2	+0,8	0	-1,2	-0,5

Entre octobre et novembre 2016, François Fillon a progressé de 10 points de pourcentage (de 12 à 22) en attirant des électeurs de toute sensibilité (+11,7% chez Les Républicains mais aussi +8% chez les électeurs de gauche). Ce changement relativement brutal, qui se fait au détriment de Bruno Le Maire et d'Alain Juppé, affecte par ricochet Nicolas Sarkozy qui perd 2 points de soutien de la part des Républicains au profit de François Fillon mais surtout Alain Juppé qui voit sa base électorale se rétrécir notamment chez les centristes (-7,5 points).

III – Et en l'absence d'électeurs infiltrés ?

Il reste à savoir si le vote de ces infiltrés de gauche pèse véritablement dans la balance et ce qui se passerait s'ils en venaient à ne pas se déplacer. La réponse est claire et sans équivoque. Ils n'ont pas la capacité de faire et défaire le jeu des primaires. En effet, après simulation des intentions de vote en l'absence d'infiltrés de gauche, Alain Juppé serait toujours en tête au 1er tour (34% sans les infiltrés contre 36% avec les infiltrés de gauche en octobre 2016).

Tableau 3 : Simulation des intentions de vote 1er tour selon les électorats mobilisés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 8

Candidats (nov. 2016)	F. Fillon	A. Juppé	N. Sarkozy	B. Le Maire	N. Kosciusko-Morizet	J.F. Poisson	J.F. Copé
Non infiltrés (LR + Centre)	23,9	34,2	31,1	6,7	2,4	1,2	0,6
Infiltrés de gauche	12,4	68,7	1,9	4,4	8,8	3,7	0
Infiltrés FN	18,1	24,5	35,8	9,6	3,6	4,3	4,1
Total	22,2	36,2	29	6,8	3,1	1,8	0,9
Sans infiltrés de gauche	23,2	33	31,7	7,0	2,5	1,6	1
Sans infiltrés FN	22,7	37,6	28,2	6,5	3,0	1,5	0,5
Les Républicains (seuls)	25,8	26,8	38,4	6,1	3,6	1,1	0,5

La capacité des infiltrés de gauche à modifier l'issue du scrutin repose sur deux hypothèses : 1- une très forte mobilisation de leur part et 2- un maintien de leur motivations de vote (c'est-à-dire barrer la route au candidat Nicolas Sarkozy). Loin d'être tranchée, cette question de l'effet des infiltrés peut être posée en des termes différents pour y répondre. En effet, nous observons clairement que, plus la participation sera élevée, plus l'avantage pour Alain Juppé sera grand. Inversement, une faible participation signifie une mobilisation relativement plus forte des sympathisants Les Républicains et une moindre participation des autres composantes de l'électorat à la primaire. Dans ce cas de figure, Nicolas Sarkozy est crédité de 31% contre 34% pour Alain Juppé et 24% pour François Fillon. Il existe donc un effet mécanique favorable aux deux principaux challengers d'Alain Juppé. Par ailleurs, ces effets de mobilisation différentielle nous permettent d'observer une situation singulière dans laquelle l'écart Juppé-Sarkozy se réduirait encore davantage (33% vs. 31,7%) : la participation des infiltrés du FN en l'absence d'infiltrés de gauche.
Finalement, c'est davantage au sein de l'électorat centriste – qui n'est pas considéré comme infiltré – qu'il faut aller chercher le vote décisif en faveur d'Alain Juppé. Par le nombre de participants potentiels concernés, les électeurs proches du centre se révèlent aujourd'hui un électorat pivot qui lui garantit une avance relativement confortable aux premier et second tours.

Le paradoxe que livre cette analyse prend racine dans les conditions mêmes de l'organisation de la primaire. En effet, en décidant d'ouvrir la primaire au centre, Nicolas Sarkozy, en tant que chef des Républicains, a contribué à élargir la base électorale de son principal adversaire au point de renoncer à un meilleur destin électoral si la primaire s'était déroulée selon un *modus operandi* plus proche de celui des primaires américaines. La seule participation des Républicains aurait donné une avance substantielle à l'ancien président de la République (38,4%) contre 26,8% pour Alain Juppé et 25,8% pour François Fillon.

Conclusion

La dynamique d'une élection primaire ressemble à s'y méprendre au rythme, aux incertitudes et autres surprises que toute autre élection. La différence tient ici davantage à la composition de l'électorat qui est susceptible de se mobiliser de manière différentielle pour l'un ou l'autre des candidats. L'avance, certes modérée, donnée à Alain Juppé tient à la singularité d'un vote d'électeurs sympathisants de gauche et du centre entièrement acquis à la candidature de l'ancien maire de Bordeaux.
La place accordée aux électeurs infiltrés comme groupe décisif reste probablement disproportionnée au regard du vote des sympathisants Les Républicains mais elle révèle une inflexion institutionnelle plus lourde de conséquences sur le déroulement de l'élection présidentielle dès que les partis politiques, dans leur fonctionnement moderne, ont perdu l'une de leurs fonctions originelles, à savoir la sélection des candidats à la présidentielle.

L'auteur
Martial Foucault
Professeur à Sciences Po
Directeur du CEVIPOF
martial.foucault@sciencespo.fr

Édition
Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation
Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.
En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.
L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :
> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?
> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?
> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?
> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

CEVIPOF|2017|ELECTIONS

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.

www.enef.fr **cevipof.2017@sciencespo.fr** **www.cevipof.com**